



PRÉFET DE LA CHARENTE

Préfecture  
Secrétariat Général  
Direction des Relations avec les Collectivités Locales  
Bureau de l'Utilité Publique et des Procédures Environnementales

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014 303-0018  
modifiant l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2008 autorisant  
la SAS DOMAINE CHATEAU DE FONTPINOT à exploiter des installations de distillation  
et un ensemble de chais de stockage d'alcool de bouche  
au lieu-dit "Les Gabloteaux" à JUILLAC-LE-COQ

Le Préfet de la Charente  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2008 autorisant la société DOMAINE CHATEAU DE FONTPINOT à exploiter des installations de distillation et un ensemble de chais de stockage d'alcool de bouche au lieu-dit "Les Gabloteaux" commune de JUILLAC-LE-COQ ;

Vu la demande présentée le 29 avril 2014 et complétée le 7 août 2014 par la SAS DOMAINE CHATEAU DE FONTPINOT en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un chai des stockages d'alcool de bouche d'une capacité maximale de stockage de 650 m<sup>3</sup> sur le territoire de la commune de JUILLAC-LE-COQ au lieu-dit "Les Gabloteaux" ;

Vu l'avis du SDIS de la Charente du 25 juin 2014 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 09 septembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques émis au cours de la séance du 8 octobre 2014 ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article R 512-31 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires pour l'exploitation des installations afin de protéger les intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

La SAS DOMAINE CHATEAU DE FONTPINOT dont le siège social est situé à SEGONZAC, Rue Pierre FRAPIN est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de JUILLAC-LE-COQ au lieu-dit "Les Gabloteaux" les installations détaillées dans l'article suivant.

## Article 2

Le tableau de classement des installations, décrit à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2008 est actualisé et remplacé comme suit :

N° Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques et capacités autorisées des installations	Régime
2255-2	Stockage d'alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%. 2. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup>	1 947 m <sup>3</sup>	A
2250-2	Production par distillations d'alcools de bouche d'origine agricole. La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. supérieure à 30hl/j, mais inférieure ou égale à 1300 hl <u>Nota</u> Pour les installations de distillation discontinue, le seuil, prévu au point 2 ci-dessus de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics	90 hl/j * 6 alambics de 25 hl de charge	E
2251-B-1	Préparation, conditionnement de vins. B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 1. Supérieure à 20 000hl/an	25 000 hl/an	E
1412-2.b	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t	12,5 t	DC
2253-2	Préparation, conditionnement de boissons bière, jus de fruits, autres boissons, à l'exclusion des eaux minérales, eaux de source, eaux de table et des activités visées par les rubriques 2230, 2250, 2251 et 2252 2. supérieure à 2000 l/j mais inférieure à ou égale à 20 000l/j	4 000 l/j	D

Régime : (A) autorisation, (E) enregistrement, (DC) déclaration avec contrôle, (D) déclaration

(\*) suivant la définition de la "capacité de production d'alcool pur en hl/j" indiquée à l'article 2 de l'arrêté du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## Article 3

L'article 2.4 du 8 juillet 2008 est complété par la phrase suivante :

« Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées ».

## Article 4

Les prescriptions de l'article 2.5 du 8 juillet 2008 sont actualisées et remplacées par les prescriptions relatives à la cessation d'activité suivantes :

« Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article ».

## Article 5

Il est ajouté un article 2.10 à l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2008 intitulé « Mise à jour des études d'impact et de dangers » ainsi rédigé :

« Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement.

Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant ».



## Article 6

Il est ajouté au tableau de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2008 :

ORIGINE	Volume maximal journalier	Volume prélevé annuel	Référence
Puits	4 m <sup>3</sup>	465 m <sup>3</sup>	07086X0027/P

## Article 7

L'article 10.5 relatif aux installations électriques de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2008 est complété comme suit :

« En particulier les chais sont équipés d'un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permettant de couper l'alimentation électrique des installations de stockage, sauf celle des moyens de secours et de sécurité. Celui-ci est installé à proximité d'une issue, et à l'extérieur de l'installation de stockage. Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques des installations de stockage autres que les installations de sécurité.

L'éclairage artificiel par lampes dites « baladeuses » présente un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec protection mécanique.

L'éclairage fixe à incandescence et l'éclairage fluorescent sont réalisés par des luminaires ayant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec une protection mécanique.

En aucun cas les appareils d'éclairage ne sont fixés directement sur des matériaux inflammables.

Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, discontacteurs, interrupteurs, disjoncteurs, ...) sont tolérés à l'intérieur des installations de stockage d'alcool sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant situés à l'intérieur des installations de stockage d'alcool, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55 ».

## Article 8

L'article 10.9 relatif à la protection contre la foudre de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2008 est actualisé comme suit :

« Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à l'environnement et notamment celles situées en zones à risques, sont protégées contre la foudre conformément à l'arrêté ministériel en vigueur ».

## Article 9

L'article 12.1 relatif aux caractéristiques des installations de stockage d'alcool de bouche, de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2008 est actualisé et remplacé comme suit :

Désignation du chai (1)	Surface en m <sup>2</sup>	Type et caractéristiques du stockage	Capacité maximale de stockage en m <sup>3</sup>
Chai 1	462 m <sup>2</sup>	fûts et tonneaux	314
chai 2	483 m <sup>2</sup>	fûts et tonneaux	338
Chai 3	237 m <sup>2</sup>	fûts et tonneaux	203
Chai 5	154 m <sup>2</sup>	fûts	154
Chai 6	154 m <sup>2</sup>	fûts	123
Chai 7	173 m <sup>2</sup>	fûts	123
Chai embouteillage	/	cuves inox	42
Chai nouveau	890 m <sup>2</sup>	fûts et tonneaux	650

(1) cf. repère sur le plan joint en annexe

## Article 10

Les prescriptions de l'article 10.4 de l'arrêté du 8 juillet 2008 sont actualisées et remplacées par les prescriptions suivantes :

- toute cuve inox introduite postérieurement à la notification de l'arrêté préfectoral doit être équipée d'un événement de surpression correctement dimensionné ;
- l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements ;
- pour les cuves dotées d'une trappe de visite en partie haute, celle-ci (ou trou d'homme) peut jouer le rôle d'événement dans la mesure où son système de fermeture reste déverrouillé en permanence ».

## Article 11

Les prescriptions de l'article 12.3.2 de l'arrêté du 8 juillet 2008 sont complétées comme suit :

- les canalisations de récupération des effluents doivent permettre l'évacuation d'un débit de 10 l/mn/m<sup>2</sup> soit 149 l/s.

La prescription de l'article 12.3.2 de l'arrêté du 8 juillet 2008 est modifiée comme suit :

- la phrase " La rétention doit avoir une capacité minimale de 330 m<sup>3</sup>" est remplacée par :  
"La réserve déportée devra garantir à tout moment la capacité de recevoir au moins 350 m<sup>3</sup>."

## Article 12

Les prescriptions de l'article 12.6.1 de l'arrêté du 8 juillet 2008 sont complétées comme suit :

Chai nouveau :

Il sera équipé de RIA en nombre suffisant et judicieusement réparti notamment à proximité des issues et de 2 extincteurs poudre de 50 kg chacun.

## Article 13 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers :

- soit d'un recours administratif gracieux devant le préfet, ou hiérarchique devant le ministre concerné, dans un délai de deux mois ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers :
  - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.
  - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois.

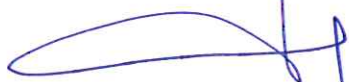
## Article 14 – Notification

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'exploitant.

## Article 15 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Charente, le Sous Préfet de COGNAC, le Maire de JUILLAC-LE-COQ, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 30 OCT. 2014  
P/Le Préfet,  
et par délégation,  
Le secrétaire général,



Lucien GIUDICELLI